

## ~ TRUCS E PATACS ~

« Dans la liste des promus du Jour de l'An dans l'ordre de la Légion d'Honneur, figuraient entre autres deux journalistes, toutes les deux chefs du service politique respectivement au journal « Le Monde » (Françoise Fressoz) et à « France Info » (Marie-Eve Malouines). Proposées à cette distinction, dit-on, par Roger Karouchi ministre des Relations avec le Parlement ; sans que celui-ci ait, ce qui paraît pour le moins surprenant, pris la peine d'informer les deux impétrantes. Elles étaient donc en passe d'être distinguées à leur insu. Mais hélas, pour notre ministre, pas de leur plein gré ! Puisqu'elles ont sèchement refusé le ruban rouge. Et cela pour deux raisons au moins : la façon tortueuse de leur nomination et surtout par déontologie (« pour exercer librement sa fonction, un journaliste politique doit rester à l'écart des honneurs », ont-elles déclaré).

**Bravo et chapeau bas, Mesdames !**

Autre refus, celui de Michèle Audin promue pour ses recherches fondamentales en mathématiques. Son refus est dû au silence du gouvernement actuel, le même que celui de ses prédécesseurs, sur ce qu'a été le sort exact de son père Maurice Audin jeune enseignant communiste torturé à mort par les paras à Alger en 1957. Silence sur les auteurs de ce crime dont certains, en toute impunité sont sans doute toujours en vie.

Silence pour toute réponse à une récente lettre de Josette Audin demandant qu'on dise la vérité sur les circonstances et les auteurs de la mort de son mari.

Notre Président actuel s'honorerait, lui qui se targue de rupture avec les méthodes de ses prédécesseurs, de rompre avec un silence qui n'a que trop duré – à peine 52 ans – et de faire éclater la vérité.

**Et comme on vous comprend et vous estime Madame Michèle Audin. »**

Mathieu Lacougne

## La Fédération des Landes du PCF sur le net

Http://pcf40.free.fr



Bienvenue sur le site du PCF des Landes



Redirection automatique dans 10 secondes vers la page accueil du site...



Cette adresse est à retenir en ce début d'année 2009 riche de luttes futures. En effet, c'est l'adresse du site des communistes landais car, à l'heure où la majorité des médias "oublie" systématiquement que les militants communistes sont de tous les combats ou presque, il est fondamental d'être visible et lisible de façon la plus large possible. Ce site, en cours de réalisation depuis quelques mois, existe donc. Pour l'heure, il est encore très incomplet mais vous pourrez y découvrir plusieurs rubriques à développer et à enrichir, un blog, un espace pétitions en ligne, plusieurs vidéos et quelques photos. Il est réalisé entièrement avec des logiciels gratuits et hébergé par Free, Multiman et Google.

Afin d'être plus efficace, il me paraît important que cet outil devienne l'affaire du plus grand nombre de communistes du département. Tous ensemble nous serons plus performants et notre réflexion collective doit être notre richesse. Cet outil doit devenir l'affaire de chacun, et tous ceux qui souhaitent apporter leur point de vue, leurs réflexions peuvent le faire !

Alors à bientôt sur le site des communistes landais et merci d'avance !

Philippe LUCAS

**Si vous avez des infos, relatives à l'activité politique dans vos sections à faire paraître sur le site, envoyez-les directement sur l'adresse mail de Philippe Lucas [ph.lucas@laposte.net](mailto:ph.lucas@laposte.net) ou sur celle des Landes Républicaines, [landes.rep@wanadoo.fr](mailto:landes.rep@wanadoo.fr).**

## Souscription Permanente

Pour résister à la politique de la droite et de Sarkozy, créer les conditions d'une rénovation à gauche et construire une véritable alternative de progrès, donnons-nous les moyens financiers nécessaires.

MONT-DE-MARSAN : Claude et Bernadette CURCULOSSE 100 €,  
SOUPROSSE : Anselme POURGATON 20 €,  
TARTAS : Marcelle CABANOT 50€

### SOUSCRIPTION PERMANENTE

NOM .....  
PRENOM .....  
ADRESSE .....  
.....  
CODE POSTAL .....VILLE.....

Je fais un don de .....euros au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de « Association Départementale de Financement du PCF –ADF-PCF40 », et l'adresser à PCF, BP34, 40001 Mont-de-Marsan cedex. Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé.

## LA PRIVATISATION DE LA SANTE

Malgré les accidents récents, 77% des Français accordent leur confiance à l'hôpital public. Pourtant ces accidents interrogent. Nicolas Sarkozy affirme qu'il y a assez de moyens et que « l'hôpital-entreprise » est le seul remède possible.

Désolé mon vieux, vous ne vallez plus rien : votre cours s'effondre à Wall-Street...



Goulié

## Bulletin d'abonnement 2009 aux « Landes Républicaines »

Votre abonnement va arriver à échéance fin décembre 2008. Afin de continuer à recevoir « les Landes Républicaines », nous vous invitons à vous réabonner dès maintenant, et nous vous en remercions.

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
.....  
CP ..... Localité .....

Abonnement annuel normal :  20 €  
Abonnement annuel de soutien :  25 €  
 30€  
 .....€

Libellez le chèque au nom de la SARL « Les Landes Républicaines » et envoyez-le à : SARL Les Landes Républicaines BP 34 6-8 rue des Forgerons 40001 Mont-de-Marsan cedex

**« Les morts palestiniens sont aussi des morts qui tombent en raison de la lâcheté de l'Union européenne. »**

**Jean-Pierre Dubois**

PRÉSIDENT DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

## Pour des droits nouveaux

Pour les élites du capitalisme, le début d'effondrement du système bancaire et financier, la dépression qui s'annonce, l'impuissance des actionnaires et des managers sont pleins de risques, ils laissent un sentiment de vide quasiment métaphysique et l'économie comme la nature a horreur du vide et de la métaphysique. Comment se fier à un pouvoir qui, dans de telles circonstances, se délite et semble partir à vau-l'eau ?

Comme à son habitude, Sarkozy est allé droit au but. Dans son discours de Toulon en septembre, il a jugé bon de préciser que cette crise n'était pas celle du capitalisme, mais celle d'un « système qui s'est éloigné des valeurs fondamentales du capitalisme », et il s'est exclamé : 'L'anticapitalisme n'offre aucune solution à la crise actuelle ». Le décor est donc planté. Face au pouvoir défaillant des marchés et des dirigeants économiques, il y a un autre pouvoir qui lui tient toujours : l'Etat, le Conseil européen, le G20... Bref, le pouvoir politique tel qu'on l'entend habituellement.

D'ailleurs, le marché implore ce dernier d'intervenir. Aux USA, General Motors, Ford, Chrysler réclament 25 milliards de dollars d'aide de l'Etat invoquant les menaces qui pèsent sur les 2 à 3 millions de personnes qui travaillent pour l'industrie automobile. En Europe, les 47 plus grandes entreprises, regroupées dans le forum European Table Round, qui emploient près de 5 millions de salariés, ont-elles aussi demandé avec insistance une relance budgétaire.

Cette exigence d'une intervention publique, si scandaleuse soit-elle, présentée sous cette forme, offre une formidable opportunité de proposer et agir contre la crise en commençant à changer les pouvoirs, et en en créant de nouveaux. Dans le domaine économique, cette question du pouvoir est souvent pensée au sein du mouvement progressiste à partir de la seule relation de subordination du salarié et de la société à l'égard des détenteurs du capital. Dès lors, la façon qui paraît la plus opportune d'ôter le pouvoir de leurs mains et de la prendre enfin pour soi, c'est de changer de propriété, de les exproprier par une décision politique prise au niveau de l'Etat. Mais c'est oublier que la force du système tient davantage à son mode de régulation par le taux de profit que par son mode de propriété, il faut mesurer, pour s'en rendre compte, le sentiment qu'ont nombre de syndicalistes d'être démunis face aux critères de gestion patronaux fondés sur la rentabilité financière dès lors qu'eux-mêmes ne sont pas suffisamment armés pour en proposer d'autres, alternatifs.

# RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »  
6-8 rue des Forgerons – BP34  
40001 MT DE MARSAN Cedex  
Tél. 05.58.46.41.41 – Fax. 05.58.75.97.76  
e-mail : [landes.rep@wanadoo.fr](mailto:landes.rep@wanadoo.fr)  
Directeur Gérant : Christian DUPRAT  
Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN  
C.P. N° 88127 – N° 1799 – 15 Janvier 2009

Pour s'attaquer à tout ce dispositif de régulation, qui va des ratios de rentabilité au sein de l'entreprise jusqu'aux critères de Maastricht en passant par les normes comptables, les changements de propriété peuvent aider, mais ne sont évidemment pas suffisants. Il faut élaborer et mettre en œuvre d'autres critères permettant d'économiser des coûts en capital et de développer les capacités humaines en vue d'une meilleure efficacité.

Cela suppose que les salariés, les populations, leurs élus parviennent à imposer à la fois un droit de contrôle et aussi d'intervention dans les gestions d'entreprises et toutes les structures qui leurs sont liées. Cela passe donc par de nouveaux pouvoirs, la création de nouvelles institutions au sein des entreprises et à l'extérieur, permettant l'exercice de ces droits, le rôle de l'Etat en cette affaire étant notamment d'en créer les conditions.

C'est là une nouvelle conception de la politique et également de la maîtrise des marchés qui permet de commencer à les dépasser ☺

### Assemblée Générale de Section du PCF du Pays Dacquois

**Samedi 17 Janvier 15h00**  
local de la section.

### Réunion de rentrée Section Pouillon

**Samedi 17 janvier 10h**  
Salle des associations Pouillon

### Réunion de rentrée Section Aire/Grenade

**Mardi 20 Janvier 20h30**  
Maison des Associations Aire sur Adour

### Formation des Elus

Sur le thème : « **comprendre un budget** »  
Avec **Yves Lahoun**, vice-président du Conseil Général des Landes, Maire de Pouillon  
**Samedi 14 février à partir de 9h30**  
Salle des Associations Pontonx sur l'Adour



## Mont-de-Marsan Noir c'est noir

Décidément que se passe-t-il au Centre pénitencier montois ? Fermé depuis fin décembre 2008 pour cause de panne électrique « la lumière » a du mal à se faire pour déterminer les causes de l'incident et également pour la remise en service de l'établissement.

Aux dires des responsables syndicaux, particulièrement ceux de la CGT, en septembre, lors de la livraison, 4.000 réserves avaient été consignées. Il y en avait encore mille en décembre lors de l'arrivée des premiers détenus.

Et de parler également de malfaçons, de matériel acheté à l'économie...

Une chose est sûre, il faut que la lumière se fasse sur ce qui a conduit à la décision de fermer le centre pénitencier montois quelques semaines à peine après son ouverture.

Allez osons espérer un peu la transparence dans un dossier qui pour l'heure semble bien opaque ! ☘

## Suppression du juge d'instruction : Nicolas Sarkozy veut une justice aux ordres de l'exécutif

Pour le PCF « la question de la suppression du juge d'instruction a été posée avec force par certains depuis l'affaire dite d'Outreau. Elle ne l'est d'ailleurs véritablement qu'au moment d'affaires particulièrement médiatisées, qui ne représentent pas la majorité des dossiers traités par les juges d'instruction, souvent rendus seuls responsables de dysfonctionnements.

Malgré les multiples réflexions engagées sur ce sujet depuis bientôt une vingtaine d'années, la suppression du juge d'instruction n'a jamais été envisagée. Sans réforme statutaire du parquet, elle apparaît même dangereuse pour le respect des libertés individuelles et de l'indépendance de la justice face à l'exécutif.

L'indépendance du parquet doit constituer le préalable à toute réforme de l'instruction. C'est d'ailleurs ce que préconisait la commission parlementaire sur l'affaire dite d'Outreau.

En, l'état actuel des choses, proposer comme le fait le Chef de l'Etat de supprimer le juge d'instruction, institution indépendante, afin de confier l'ensemble des enquêtes judiciaires au parquet, est donc tout à fait contestable, et ne peut que traduire sa volonté de renforcer la mainmise du pouvoir exécutif sur la justice, notamment dans le cadre d'affaires sensibles.

Une fois de plus, cette proposition, avancée avant même que la commission chargée d'une réforme de la procédure pénale ne rende son rapport, masque mal l'ambition du Président de la République de mettre en place un pouvoir présidentiel omnipotent et tentaculaire » ☘

## Ce n'est pas la crise pour tout le monde

# Les injustices n'ont jamais été aussi profondes

C'est un mensonge ! Si le plus grand nombre se serre aujourd'hui la ceinture, les possédants, eux, n'ont jamais été aussi riches. Et ils profitent de la crise pour s'enrichir. Il est temps de changer de politique. Et de miser sur une relance sociale.

La crise frappe dur. Après le krach financier de l'automne dernier, les retombées sociales sont lourdes. Les plans sociaux succèdent aux plans sociaux, partout il n'est question que de chômage technique ou de chômage tout court, de « dégraissage », de licenciements. On parle de 300.000 suppressions d'emploi en France entre le dernier trimestre 2008 et le premier trimestre 2009. Partout, les jeunes sont les premières victimes de ce cataclysme ; partout, la précarité et l'appauvrissement se généralisent. Et la crise s'étend dans tous les domaines de la vie sociale, risquant de provoquer de terribles catastrophes. Emploi, santé, logement, école... tout peut basculer.

## Et pourtant, ce n'est pas la crise pour tout le monde

2008 a été une année de profits records. Il est bon de rappeler, comme le faisait la revue Capital de novembre dernier, que les grands patrons ont touché ces derniers mois un véritable « jackpot ». Il y a des exemples à la pelle parmi lesquels, Gérard Mestralier, PDG de Suez qui vient de fusionner avec GDF, a empoché 12 millions d'euros grâce à ses stock-options ; Vincent Bolloré, à la tête de multiples entreprises dont Havas, et qui prête volontiers son yacht à notre président en cas de besoin, a palpé 20 millions d'euros... et d'autres encore. Alors, ils connaissent la crise eux ?

Et que dire des firmes du CAC40 qui ont engrangé en 2008 des bénéfices records ? Elles ont fini l'année avec des résultats supérieurs en moyenne de 12% par rapport à 2007 et des profits en hausse sur 2007 de 2,2 milliards d'euros.

Et que dire des Français soumis à l'impôt de solidarité sur la fortune ? En 2008, ils sont 20.000 de plus à payer l'impôt (548.000 au lieu de 527.000 en 2007) Alors ? Qui disait que la crise était pour tout le monde ? En

Lors de ses vœux télévisés, le chef de l'Etat a prétendu que « l'année 2008 a été dure pour tous les Français ».

vérité, comme dans un mécanisme de vases communicants, c'est en pressurant le plus grand nombre que la minorité de possédants prospère.

## La Crise a bon dos...

Non contents d'amasser des sommes colossales, nombre de patrons prennent prétexte de la crise pour opérer des réductions d'effectif, des dispositifs de chômage technique, des arrêts de missions d'intérim sans la moindre justification. Arcelor-Mittal, PSA, Unilever : ces groupes solides licencient, ferment, cassent, restructurent au nom d'une rentabilité financière qui est justement à l'origine de la crise. On connaît l'exemple de l'entreprise américaine Molex qui, à Villemur (Haute Garonne), dégage pourtant un solide bénéfice, mais que l'on ferme pour la délocaliser en Slovaquie. Idem pour Hewlett-Packard, qui prospère tout en supprimant 9.000 emplois en Europe. Ou Amora-Maille en Bourgogne (Unilever). La vérité, les directions ont fait le choix des actionnaires, grassement rétribués, contre les salariés, sacrifiés.

## La dérive du Traité de Maastricht

Depuis la liberté totale de circulation des capitaux et des marchandises ne pouvait que conduire à cette catastrophe. La thèse valorisée à l'OMC (Organisation mondiale du commerce), au FMI (fonds monétaire international), à Bruxelles, au gouvernement, selon laquelle l'encouragement des riches à être toujours plus riches permettrait de tirer tout le monde vers le haut, est fautive. C'est l'exact contraire qui se produit. Les avocats du capitalisme mènent le monde à l'abîme.

Il est temps de taxer la spéculation et les mouvements de capitaux spéculatifs, il est temps de fermer les paradis fiscaux, urgent que l'argent aille aux salaires, à l'emploi et aux systèmes publics de sécurité sociale. Il est temps de lancer un grand débat pour dépasser le capitalisme. Il est temps d'œuvrer à une grande relance sociale ☘

## MONT-DE-MARSAN

# Soutien au peuple de Gaza

250 personnes  
à Mont-de-Marsan place Saint-Roch



250 personnes ont participé ce Samedi 10 Janvier à une manifestation de soutien au peuple de Gaza, à l'appel de plusieurs associations et partis politiques. Plusieurs militants du PCF étaient présents parmi les manifestants.

Lors de cette manifestation, on pouvait entendre plusieurs mots d'ordre dont :

- « NON AUX MASSACRES » ;
- « NON AUX CRIMES DE GUERRE » ;
- « CESSEZ LE FEU IMMÉDIAT » ;
- « LEVÉE DU BLOCUS » ;
- « SANCTIONS INTERNATIONALES ».



## Le PCF condamne les attentats contre les synagogues et le restaurant juif

Des agressions au cocktail molotov ont été commises à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) et en Alsace, contre des synagogues et un restaurant juif.

Le PCF condamne avec la plus grande fermeté ces odieux attentats. Ces violences sont injustifiables et irresponsables. Ce sont des actes criminels qui ne visent qu'à instrumentaliser la guerre à Gaza pour attiser la haine entre les communautés religieuses.

Ces attentats ne peuvent que jeter le discrédit sur les nombreuses manifestations qui exigent un cessez-le-feu immédiat à Gaza, et témoignent de la solidarité du peuple français avec le peuple palestinien ☘

## Information Palestine

Une délégation de 8 parlementaires européens, au sein de laquelle sont représentés divers groupes du Parlement Européen, est parvenue à entrer dans la Bande de Gaza. Ces parlementaires visiteront notamment des camps de réfugiés et des hôpitaux de Gaza avec des membres de l'agence de l'ONU pour l'aide aux réfugiés palestiniens.

Cette délégation doit revenir ce Mercredi 14 Janvier ☘

## L'hôpital a-t-il largement des moyens ?

# La réalité en chiffres

3,7% du PIB

La part des dépenses hospitalières dans le produit intérieur brut (3,7%) est plus faible qu'en Suisse (4%), et équivalent au Danemark (3,8%), légèrement supérieure à l'Allemagne (3,1%) sans parler des Etats-Unis (4,9%) qui ont les performances sanitaires les moins bonnes. De plus, en France, les hôpitaux ont la particularité d'assumer une part des dépenses de recherche (15% du budget des CHU) et d'enseignement. La France n'est pas suréquipée avec 7 lits d'hôpitaux pour 1.000 habitants, alors qu'il y en a 8,3 en Allemagne, 7,6 en Autriche ou encore 6,9 en Finlande.

Quant au personnel l'effectif moyen d'infirmiers par lit dans les services de soins aigus est de 0,58 en France et de 0,77 en Allemagne, 0,87 au Luxembourg ou encore 0,82 en Autriche.

La part des dépenses de l'hôpital public dans les dépenses de l'assurance-maladie est passée de 42 à 34% en 20 ans.

Ces données sont issues des statistiques officielles de l'OCDE.

Compte-tenu de l'augmentation des charges (énergie, assurances, médicaments...), la Fédération hospitalière de France a évalué à 4,15% le taux de progression minimum des dépenses hospitalières pour 2008. Madame Bachelot se gargarise avec ses 3% d'augmentation ! ☘

## Police-gendarmerie : le rapprochement officialisé

Depuis le 1er janvier 2009, les 100.000 gendarmes, qui dépendaient jusqu'à présent du ministère de la Défense, vont désormais être rattachés à l'Intérieur. Présenté en Conseil des Ministres par le ministre de l'Intérieur, le 21 août 2008, le projet de loi portant dispositions relatives à la gendarmerie a été adopté en première lecture par le Sénat, après déclaration d'urgence, le 17 décembre 2008 et doit être examiné par l'Assemblée nationale au début 2009.

Le projet de loi vise à rapprocher les 100.000 militaires des 120.000 policiers et à opérer une mutualisation des moyens humains et matériels de ces deux forces de sécurité. Il prévoit que les gendarmes gardent leur statut militaire. Le changement de tutelle a pour effet de placer, dans chaque département, les gendarmes sous l'autorité du préfet. Ce rapprochement doit se réaliser progressivement.

Parmi les amendements apportés par le Sénat au projet de loi figurent notamment le principe du libre choix du service enquêteur par l'autorité judiciaire, l'assouplissement des conditions de placement des commandants d'unité sous l'autorité des préfets et une confirmation de la mission de police judiciaire de la gendarmerie nationale ☘

## La santé va mal et sa détérioration est désormais au premier plan de l'actualité :

Pas seulement à cause des terribles affaires récentes, qui ne sont malheureusement que la pointe avancée et microscopique de l'iceberg en matière d'accidents liés aux soins et aux maladies nosocomiales. Pas seulement à cause du manque de lits et de personnels, dénoncés par tous les professionnels et usagers et enfin reconnus par les médias : un lit sur quatre a disparu dans l'hôpital public depuis 1981 !

Mais surtout gérer l'hôpital comme une entreprise, avec l'obsession de la maîtrise budgétaire, continuant pour cela à supprimer des postes et à fermer les services.

Comment osent-ils encore nous faire croire que c'est pour notre bien, pour une meilleure santé, alors qu'usagers, personnels et élus ont devant leurs yeux une désertification sanitaire qui s'accélère et la perte palpable pour les personnes et les territoires des services que l'Etat se devrait, au nom de l'intérêt général, de maintenir et de perfectionner. Partout se multiplient des transferts et transports coûteux, stupides écologiquement, insuffisamment sûrs, et cause de pertes de temps qui peuvent être graves sur le plan médical... Partout les plus démunis et les plus fragiles d'entre nous consultent moins ou ne consultent plus... Partout les hôpitaux et maternités-usines qui se constituent du fait de ces regroupements autoritaires connaissent des difficultés de prise en charge... ☘